



Thomas Legrand, 9^{ème} piège de l'extrême droite pour fragiliser l'audiovisuel public

Jusqu'où iront les tentatives de manipulation de l'opinion par des militants d'extrême droite déguisés en journalistes, aux méthodes ignobles ? Ne nous y trompons pas : la diffusion, vendredi soir, par le média L'Incorrect, fondé par des proches de Marion Maréchal Le Pen, d'un extrait vidéo tronqué montrant deux éditorialistes politiques de France Inter, Thomas Legrand et Patrick Cohen, attablés avec deux cadres du Parti Socialiste, n'a vocation qu'à déstabiliser la grande masse des journalistes qui font leur travail. Il s'agit bel et bien d'**images volées, dont la diffusion sans consentement est illégale, et de propos volontairement sortis de leur contexte** pour semer le trouble à leur écoute.

Il est légitime de s'interroger sur les relations qu'entretiennent parfois les journalistes et les hommes politiques. Il est légitime d'attendre du service public audiovisuel qu'il respecte les faits et la pluralité des points de vue. Mais cela n'a rien à voir avec **l'injonction à une prétendue « neutralité » qui confine à l'hypocrisie**. Tout journaliste a des opinions, lorsqu'il est éditorialiste son métier consiste même à les exprimer par le regard qu'il porte sur l'actualité.

Il n'est pas interdit de débattre de la fabrique de l'information et des éditos. Mais certainement pas à partir d'une vidéo volée, coupée au montage et décontextualisée, au service d'un agenda politique. Des propos d'ailleurs immédiatement repris par les médias de la sphère Bolloré, eux-mêmes **totalelement partisans et en campagne de longue date contre l'audiovisuel public**, ainsi que par Rachida Dati, ministre de la Culture mise en examen pour corruption, très mal placée pour donner des leçons de déontologie. Jusqu'à Jean-Luc Mélenchon, qui accrédite, par sa réaction excessive, cette manipulation grossière.

Indignation sélective et opérations de décrédibilisation

En quelques heures, sans surprise, le piège se referme. Peu importe que la formule pour le moins maladroite « on fait ce qu'il faut pour Rachida Dati » fasse référence, comme s'en défendent Thomas Legrand et Patrick Cohen, au **travail de fact-checking minutieux qu'exige chaque intervention de la ministre et candidate à la mairie de Paris**. Ses diffuseurs le savent : le doute a commencé à faire son chemin dans les esprits. L'indignation sélective se passe de la nuance, et Mme Dati nous y a déjà habitués.

Face à ces techniques inacceptables, la direction de France Inter ne doit pas trembler, car ce sont nos fondamentaux qui seraient fragilisés. **La décision de suspendre Thomas Legrand n'est pas compréhensible.** Elle nous amène une fois de plus à constater que **nos dirigeants sont perméables à ces pressions venues de l'extrême-droite.** Il y a eu l'affaire Meurice, il y a eu l'éviction progressive de programmes qui portaient les voix de la contestation sociale, écologique ou féministe. Ne cédon pas à ces forces médiatiques ou politiques en campagne qui rêvent de mettre le service public audiovisuel au pas de l'oie. Dans le même temps, des propos extrême-droitiens s'expriment parfois sur les antennes de Radio France sans la moindre réaction. Il est urgent de faire véritablement rempart à ces attaques nauséabondes et de **garantir une vraie liberté d'expression et un vrai pluralisme sur nos antennes.**

Le SNJ-CGT Radio France appelle à garder son sang-froid et à ne pas vaciller face à des opérations de décrédibilisation. D'autres attaques ne manqueront pas de survenir. **Nous devons pouvoir travailler sereinement sans secousses permanentes, ni lâchage. Ne donnons pas à celles et ceux qui nous veulent du mal la satisfaction de nous saborder nous-mêmes !**

Paris, le 7 septembre 2025

Le SNJ-CGT Radio France
Maison de la Radio, pièce 9D57
116 Av. du Président Kennedy, 75016 Paris
snj-cgt@radiofrance.com

Retrouvez-nous sur :

